

## « vous m'avez volé mes mots. Je n'en ai plus ».

### Israël Palestine



« Le 7 octobre, je ne savais rien. Le 8 octobre, confrontée à l'effroi d'une attaque meurtrière en Israël, de crimes odieux et cruels commis dans les maisons et à une fête de jeunes, je me suis sentie, peut-être pour la première fois, profondément juive. [...]

Le 10 octobre, je me suis sentie Palestinienne. Les Palestiniens de Gaza ne sont pas coupables. Ils sont des civils. [...]

Deux phrases d'un texte de Fabienne Messica publié sur Médiapart.

Gaza est sous un déluge de bombes : 17000 morts à



### DANS CE NUMERO

Dominique Bernard	p2
Asile immigration	p3
Parents défaillants?	p4
Enfance: mettre en place une culture de la protection	p5os
Chasse aux fraudeurs	p6
Evènements	p7
Réforme du collège	p8
Sécurité nucléaire	p9
Israël Palestine	p10
Mobilisations	p12

Bonne lecture !

Gaza dont plus de 5000 enfants et les Etats Unis mettent leur veto . à la résolution de cessez le feu au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Haines, barbarie, remise en cause des droits fondamentaux, , faiblesse du droit international...

La sidération, qui nous enlève nos mots.

Pour retrouver les mots, pour dénoncer, il nous faut nous appuyer sur nos repères, les textes qui fondent les droits de l'Homme.

*Bernard Leclerc*

[https://blogs.mediapart.fr/messicafabienne/  
blog/161123/le-jour-ou-je-me-suis-reveillee-juive](https://blogs.mediapart.fr/messicafabienne/blog/161123/le-jour-ou-je-me-suis-reveillee-juive)

## **Dominique BERNARD, ARRAS**

Dominique Bernard, professeur de lettres au lycée Gambetta à Arras, est mort, sauvagement poignardé, au sein de son établissement. Le terroriste cherchait un professeur d'Histoire Géographie, selon le témoignage d'un professeur de philosophie de l'établissement. Et c'est un professeur de Français, un professeur d'EPS, le cuisinier de l'établissement et un agent de sécurité qu'il a trouvés sur sa route pour l'empêcher de perpétrer l'assassinat ciblé qu'il projetait.

L'école, publique et laïque, a été prise pour cible parce qu'elle est, et restera, ce lieu de construction d'une pensée libre et critique, de l'élaboration d'une culture commune, ouverte à toutes et à tous, sans distinction de genre ni d'origine sociale, ethnique ou religieuse !

C'est dans l'exercice de la mission des personnels du Service public d'éducation que se trouvent les remèdes les plus efficaces à l'obscurantisme et au fanatisme.

C'est par la transmission des savoirs, condition nécessaire pour forger l'esprit critique, que peuvent être formés des citoyens libres et éclairés.

C'est par la laïcité, c'est-à-dire la liberté de conscience pour toutes et tous sous la garantie d'un État impartial et neutre en matière religieuse, que peuvent vivre ensemble des individus de croyances et de conviction diverses.

Chaque jour, dans l'école de la République, des adultes, des professeurs œuvrent pour leurs élèves, pour les faire grandir, pour les accompagner. L'école doit être protégée de toute attaque et de toute dérive.

Les motifs de cet acte ignoble sont une nouvelle fois une vengeance de l'extrémisme religieux contre ce que représente l'école laïque et sa fonction de transmission, d'émancipation et de partage des savoirs scientifiques, littéraires, philosophiques, démocratiques, de culture et de pensée critique.

Cette transmission est la condition nécessaire à la liberté des élèves, à notre liberté commune.

Enseigner, c'est déjouer l'obscurantisme, combattre les idées qui enferment. Bien sûr, cela entre directement en conflit avec des modes de pensée qui ne questionnent pas, qui certifient, qui assèment, qui ne doutent jamais.

Ce meurtre innommable montre une fois de plus comment notre société est devenue violente, ce qui est aux antipodes de ce que nous défendons.

Ce que nous défendons c'est une société de coopération, de protection et d'attention à toutes et tous et bien sûr en priorité aux plus faibles et fragiles. Ce que nous promovons, poursuivons, défendons c'est une société solidaire, égalitaire en droits, une société de paix et d'intelligence collective.

Nous nous élevons par avance contre toute tentative de récupération et d'instrumentalisation de ce crime contre l'école, contre nos collègues, contre les libertés, contre la liberté.

*Ce texte est un extrait du discours d'hommage à Dominique BERNARD de la FSU-MOSELLE*

## Asile immigration

Notre société est profondément marquée par l'accroissement des inégalités. Ces inégalités sociales génèrent des inégalités de droit mais aussi une situation d'inégalité civique entre ceux qui ne peuvent que subir pour survivre et ceux qui ont les moyens de participer à la vie de la cité. Ces inégalités contribuent au développement des idées d'extrême droite. La perte des repères et des solidarités, la précarisation des conditions de vie et de travail engendrent une désocialisation porteuse de désarroi, de replis et d'enfermements, parfois de haine et de violence, qui peuvent conduire à des explosions sociales comme lors de la mort de Nahel.

L'extrême droite s'est largement « dédramatisée » ces dernières années. Elle est aujourd'hui imitée et courtisée par une droite de plus en plus désinhibée, de plus en plus extrême. Ordre moral et sécuritaire, xénophobie et affirmation nationaliste se sont répandus.

Les thèmes d'extrême droite prônant l'exclusion de ceux présentés comme « différents » (immigrés, étrangers, chômeurs ...) ont contaminé un large champ de l'espace politique et social. La recherche de boucs émissaires (Roms, musulmans, juifs, étrangers, « minorités visibles ») est devenue l'axe d'une remise en cause de la nature ouverte et démocratique de notre société.



Le vote de la loi asile immigration inscrit dans nos textes législatifs de très nombreux éléments du programme du RN, en rupture avec les droits fondamentaux au profit d'une vision xénophobe de la société.

Notre monde est riche d'avenirs possibles, de pratiques solidaires, d'alternatives et de créativité, bref, d'une humanité toujours en devenir, très loin de la vision d'un monde sécuritaire, de contrôle, xénophobe, rejetant l'étranger et toutes les différences avec comme référence un passé idéalisé.

Plus que jamais, nous avons besoin, collectivement, de défendre les libertés égales de tous. Nos engagements sont inséparables de la défense du droit d'asile, des droits des étrangers, de l'obtention de leur droit de vote et d'éligibilité aux élections locales, enfin, de la régularisation des « sans-papiers », pour en finir avec les situations inhumaines.

Bernard LECLERC.

## Parents défaillants ?

Actuellement, le gouvernement remet au centre des débats la question de la responsabilité des parents face aux infractions commises par leur enfant.

La secrétaire d'Etat à la famille et à la solidarité, Aurore BERGER, vient d'annoncer qu'il serait désormais possible d'imposer aux parents dits « défaillants » des travaux d'intérêt général (TIG) et de nouvelles sanctions financières.



De qui se moque-t-on ? Qui peut croire que c'est en punissant les parents qu'on fera taire la colère des enfants ?

Si des parents connaissent des problèmes d'autorité, ce n'est sûrement pas en les fragilisant davantage qu'on pourra les aider. La grande majorité des parents concernés a davantage besoin d'être soutenue que condamnée, à travers le développement des réseaux d'aide à la parentalité, l'accroissement des moyens de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), une attention particulière accordée aux familles monoparentales, les plus touchées par la précarité...

La Ligue des droits de l'Homme considère qu'à travers l'annonce de ces nouvelles dispositions, ce gouvernement ne prend la mesure ni des difficultés réelles rencontrées par certains parents, ni de celles vécues par toute une jeunesse qui se sent rejetée et maltraitée.

Il est nécessaire aussi d'interroger les défaillances de l'état. Les délais de mise en place des mesures éducatives, décidées par la justice, sont extrêmement long et celles-ci en perdent leur sens.

Nous appelons le gouvernement à débloquer des moyens financiers à la hauteur des enjeux, en direction de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'aide sociale à l'enfance, afin de soutenir l'ensemble des acteurs concernés.

Hélène Leclerc

## Enfance : mettre en place une culture de la protection—la CIIVISE



En 2021, une lettre de mission d’Adrien TAQUET définit les objectifs de la CIIVISE. Une commission indépendante sur l’inceste et les violences sexuelles faites aux enfants. La commission doit «accompagner un changement de société, pour permettre à la France de s’engager de manière déterminée pour une protection des mineurs, par l’instauration d’une culture de la prévention et de la protection. »

La commission a recueilli 30000 témoignages de victimes. Les témoignages reçus par la CIIVISE constituent un fait historique parce qu’ils sont l’expression d’un mouvement social historique, un mouvement en cours, irrêtable : « on l’a vécu, vous pouvez l’entendre », « vous ne pouvez plus faire comme si ça n’existait pas ». L’indignité, ce ne sont pas les enfants victimes qui doivent la porter, et cela leur vie durant, mais les criminels qui les violent ou les agressent et les spectateurs qui regardent, ou qui détournent les yeux.

Face à ces témoignages, les membres de la commission ont fait des préconisations afin que se mette en place une culture de la protection.

Et puis, brutalement, le juge Durand, président de la commission, et les membres de la commission qui avaient travaillé avec lui pendant ces trois années ont appris par la presse qu’il n’était pas reconduit dans ses fonctions. Onze membres de la commission démissionnent.

Reste à savoir ce que vont devenir les préconisations de la commission et à suivre le travail de la nouvelle équipe de la CIIVISE. Changement de politique, recul par rapport aux ambitions initiales ?

## Chasse aux « fraudeurs », fraudeurs, vraiment ?

En mars nous avons organisé une conférence d'Olivier TESQUET intitulée « Algorithmes et discriminations » au cours de laquelle les outils utilisés par la CAF avaient été évoqués. Le Monde a publié un article consacré aux conséquences de cet algorithme de scoring sur la vie des allocataires. Car qui dit contrôle de la CAF, dit aussi, dans bien des situations, suspension automatique de droits.

# Le Monde



**L'occasion pour nous de revenir à l'essentiel, qui n'est pas l'algorithme, mais la politique de suspicion de fraude.** Pour la CAF, il s'agit essentiellement de recouvrer des prestations qui ont été versées indument. Au départ, il y a toujours une déclaration. Cette déclaration peut comporter des erreurs, des oublis lors des changements de situation familiales, financières, professionnelles... Plus les personnes sont en situation précaires, plus il y a de changements de situations, et plus les risques d'erreur sont

importants.

Pour le ministère des affaires sociales « [...] L'ensemble des rapports souligne également l'existence de fraudes involontaires par méconnaissance des règles et de leur complexité ». Mais alors que l'on arrête de parler de fraude, notion pour laquelle il y a de l'intentionnalité.

C'est le Conseil national de la résistance, sous l'intitulé « les jours heureux », qui fixa le 15 mars 1944 dans son programme : « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ». L'ordonnance de 4 octobre 1945 visait donc à remplir cet objectif. Il serait bon de ne pas le perdre de vue. Ce ne sont pas les suspicions et les logiques gestionnaires qui sont premières. C'est le service aux personnes.

## Quelques évènements de ce trimestre

### « De l'eau jaillit le feu »

Documentaire de Fabien Mazzocco

Débat animé par Grâce FAVREL,  
l'accès à l'eau, la démocratie  
environnementale, le droit de  
manifestier



### « Moi capitaine »

De Matteo GARRONE

Débat animé par Raphaël PITTI et  
Christelle MERLL. Le parcours mi-  
gratoires, les violations des droits,  
le droit des étrangers.



## Loi asile immigration

### Conférence débat

Avec **MC VERGIAT**,  
vice présidente de la LDH



### Interpellation des députés

Avec les associations du Réseau de  
Solidarité des Associations Messines



## La fin du collège unique et de son ambition ?

La réforme souhaitée par le ministre de l'Education nationale, Gabriel ATTAL, sous l'appellation « choc des savoirs » met gravement en cause l'existence même du collège unique et, selon l'ancien IGEN JP DELAYAYE « met en danger la cohésion de notre pays ».

Quelles sont les mesures prévues et que peut-on en penser ?

**Mise en place de 3 groupes de niveaux par classe**, dès la 6<sup>e</sup> et généralisable progressivement sur tout le cursus en collège .

Après des évaluations à la rentrée , les élèves seront donc séparés en français, maths et peut-être langue , c'est-à-dire pour presque la moitié du temps scolaire

Tous les travaux des chercheurs attestent que le système des groupes de niveaux ne fait que renforcer les inégalités sociales et scolaires, alors qu'une classe hétérogène bien gérée permet des interactions stimulantes entre les élèves et apprend à vivre ensemble.

Séparer les élèves les plus faibles des moyens et des bons ne fera qu'accroître leurs difficultés d'apprentissage.

**Remise en place du redoublement** , pratiquement supprimé par la loi de 2013 notamment parce qu'il coûtait 2 milliards à l'état .

Les parents n'auront plus la possibilité de s'opposer au redoublement .

Si le redoublement peut apparaître efficace à court terme, un large consensus scientifique montre qu'il produit des effets négatifs en termes d'estime de soi et pèse sur les décisions ultérieures d'orientation.

De plus, la décision de faire redoubler est, à niveau scolaire comparable, plus importante pour les élèves de milieux populaires.

**La refonte de l'examen du brevet**

La réussite à l'examen devient obligatoire pour entrer au lycée

Organisation du brevet : moins de contrôle continu ( seulement 40 %) et sur toutes les notes de l'année

Fin des commissions d'harmonisation qui pouvaient relever certaines notes.

Faire du brevet un examen d'entrée au lycée est en contradiction avec l'histoire de cet examen qui est une évaluation du socle commun de compétences, en fin de cycle de l'instruction obligatoire pour tous.

Groupes de niveaux, redoublement, fin du collège unique, nouvelle réforme des programmes , renforcement de l'autorité du professeur... Des mesure électoralistes et populistes qui portent la marque d'une politique résolument conservatrice, empreinte de l'esprit des propositions de l'extrême droite !

*Hélène Leclerc*

## Démocratie environnementale

« De Three Mile Island à Fukushima, en passant par Tchernobyl, le fonctionnement du système de contrôle et d'expertise apparaît comme une des causes des grands accidents nucléaires ». (voir à ce propos les articles de [The conversation](#) et [Alternatives économiques](#))

Le gouvernement souhaite simplifier les procédures de contrôles relatives au nucléaire. Facile, il suffit de fusionner IRSN et ASN, les deux organismes de contrôle qui ont des missions complémentaires.



La première tentative à l'Assemblée nationale de fusion de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), a été rejetée par les députés en mars. Cette proposition avait été glissée dans le projet de loi « pour accélérer le nucléaire », sans étude d'impact. Le gouvernement aurait pu en tirer quelques leçons de démocratie environnementale. Tout indique qu'il entend au contraire en contourner encore davantage les principes.

Il annonce en effet un projet de loi de création d'une nouvelle autorité de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. Un projet de loi, cela signifie une étude d'impact. Un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) peut en faire office. Peu importe les conditions d'élaboration de ce rapport. Peu importe qu'il n'appuie pas sa préconisation sur un diagnostic du système actuel avec l'IRSN et l'ASN. Peu importe qu'il n'envisage pas les conséquences d'une moindre transparence de l'expertise avant une décision en matière nucléaire.

En réalité, le gouvernement cherche avant tout à mettre fin à la publication des avis de l'IRSN préalablement aux décisions de l'ASN. Pourtant, la démocratie environnementale permet une meilleure prise en compte de la sûreté nucléaire lorsque de nouvelles infrastructures, de nouvelles technologies sont développées et n'est nullement une entrave à la politique industrielle. L'expertise et la recherche à ce sujet doivent contribuer à l'information du public, indissociable en démocratie de la préservation de l'environnement, et imposée par l'article 7 de la Charte de l'environnement, à valeur constitutionnelle.

---

[A propos du nucléaire et de la démocratie environnementale, voir aussi nos interrogations sur notre site.](#)

## Israël Palestine

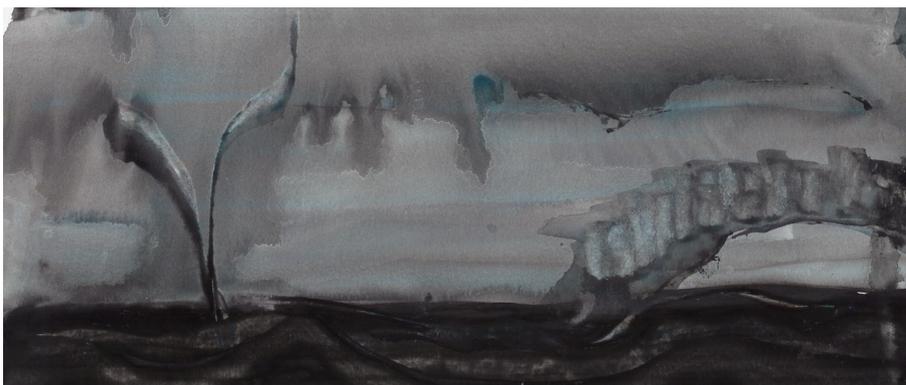
Deux peuples, une terre

Des noms évocateurs à travers le monde entier, parmi lesquels Jérusalem et sa lumière Jérusalem qui abrite des lieux considérés comme saints par les trois religions monothéistes le Judaïsme, le Christianisme, l'islam.

Jérusalem dont le nom signifie « ville de la paix » en hébreu

Alors, aujourd'hui, comment trouver les mots justes pour parler du drame qui se déroule sur cette terre ?

Longtemps, je suis restée devant ma page blanche. Si le silence était capable d'exprimer mieux que les mots, je choisirais en ce moment précis d'écrire ici une page de silence sur ce qui se vit là-bas, sur cette terre du Proche Orient vers qui tous les regards se tournent, je choisirai donc de ne rien écrire dans l'instant présent.



En France, aujourd'hui notre société est confrontée à des défis de taille dont les enjeux engagent notre avenir à tous ;

Parmi eux, l'examen du **projet de loi sur l'immigration** avec des débats houleux qui soulèvent d'innombrables questions se voulant liées au contexte actuel , économique, social, culturel, éthique , sécuritaire,

L'immigration : terreau de l'extrême droite ...

Les élections européennes vont avoir lieu en Juin prochain ; partout en Europe nous assistons à un repli identitaire, à des débats musclés, des confrontations haineuses, quel avenir demain pour les citoyens de ces pays, pour l'unité européenne ? ...

Trop souvent la violence gratuite s'affiche sans complexe à travers des faits de société un peu partout, comme si la seule réponse à un désaccord ou au plus petit conflit ne pouvait se régler que par la violence, celle des mots comme celle des coups ...

**Le débat sur la fin de vie et l'aide à mourir** : quelle forme prendra cette future loi ?

Certaines organisations pour qui il y a urgence s'impatientent, tandis que d'autres s'inquiètent de la légalisation possible d'une mort médicalement administrée, la question qui engage toute notre société reste suspendue ...

### **Dubai, la COP 28, les changements climatiques.**

L'avenir de la planète toute entière dépend d'une action collective, l'Europe peut y jouer un rôle essentiel la France par l'intervention de son président appelle à un « virage absolu » pour sortir du charbon, « il n'est pas trop tard, vous pouvez empêcher l'incendie planétaire » a lancé le secrétaire général des Nations Unies, le premier ministre indien a eu ces mots :

« le monde entier nous regarde, mère nature nous regarde » alors maintenant...

Nous savons nous indigner devant l'inacceptable, et l'indignation est un moteur, aujourd'hui, sachons aller plus loin que l'indignation pour devenir acteurs des changements que nous souhaitons pour le bien commun de tous !

A cet endroit, je ne résiste pas au plaisir de vous rapporter une histoire que beaucoup connaissent ;

*« Un jour dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt, les animaux atterrés observaient impuissants le désastre ; seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes d'eau avec son bec pour les jeter sur le feu ;*

*« Colibri tu n'es pas fou ? ce n'est pas avec tes gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu »*

Le colibri répondit ; « je sais, mais je fais ma part »

On peut sourire, trouver l'histoire ridicule, se moquer, on peut aussi se sentir interpellé

Alors, en dépit des obstacles, avec d'autres je continuerai de croire que des Hommes et des Femmes de notre temps poursuivront le combat pour le bien commun de toute l'humanité . C'est là une marche universelle et irréversible je continuerai de croire, avec d'autres que les Droits de l'Homme ont toujours un avenir !

Françoise Maix

« Tout homme dans sa nuit s'en va vers sa lumière » Une des plus belles paroles de Victor Hugo

## Mobilisations

### Conflit ISRAEL HAMAS :

Nous avons condamné la barbarie du Hamas, les actes antisémites en France.

Nous avons appelé à rassemblement avec l'AFPS, MRAP, ACAT, CGT, FSU, CFTD, PCF, EELV, Générations.s, JC, Radicaux de Gauche, France Insoumise....

**L'appel à cesser le feu maintenant** est malheureusement toujours d'actualité et nos moyens, manifestations, plaidoyers, semblent bien dérisoires.

Nous vous invitons à [signer la pétition pour un cessez le feu immédiat](#) et la libération des otages.

### Asile immigration

Un [appel à la mise en place d'une convention citoyenne sur l'immigration](#) afin d'instaurer un débat apaisé sur les problèmes d'immigration. Pour en savoir plus sur cette campagne, [c'est ici](#).

Soutenir **l'initiative citoyenne européenne** créée à l'initiative des élèves du collège Rosa PARK à Rennes. Pour en savoir plus et soutenir cette initiative : <https://dignity-in-europe.com/>.

---

***Pour les libertés, pour que tou.te.s puissent avoir accès à leurs droits, contre les racismes et les haines xénophobes, nous avons besoin de vous!***

---

Contact : LDH Metz

1 rue du Pré Chaudron 57070 METZ

Courriel : [ldh.metz@ldh-france.org](mailto:ldh.metz@ldh-france.org)

de 9h à 12h les mardis et jeudis : 06 41 94 12 69



LA LETTRE de la L.D.H - Note d'information de la LDH Moselle

Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen 138, rue Marcadet 75018 PARIS

Président : Patrick BAUDOUIN

Directeur de la publication : Charles Roederer

Publication : 1, rue du Pré Chaudron BP 45147 57074 Metz Cedex 03

Numéro 97-Juillet 2023